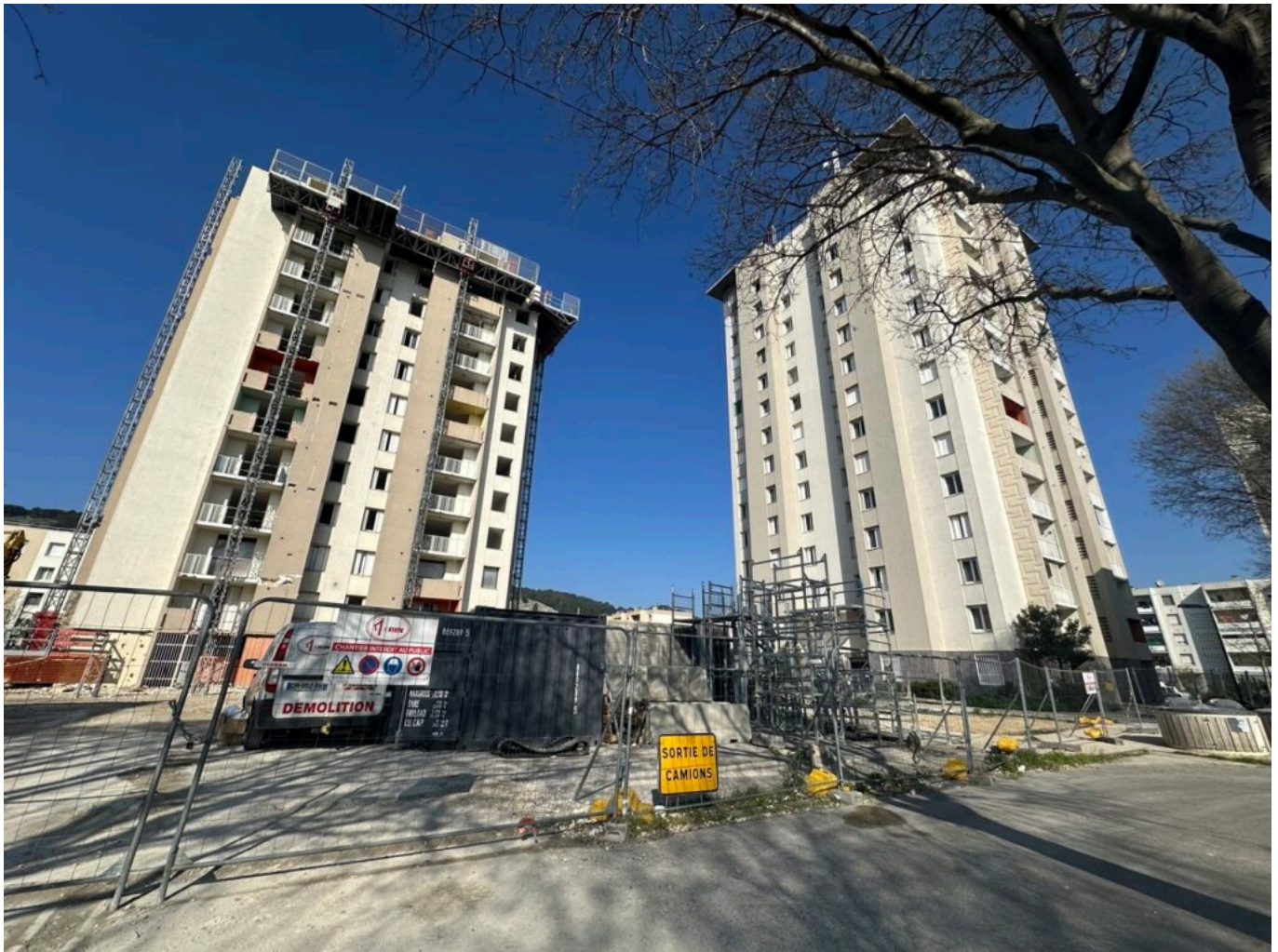


Ecrit par le 2 juillet 2026

# Cavaillon déconstruit ses tours du Dr Ayme, haut lieu du trafic de stupéfiants



**La déconstruction des deux tours du quartier du Docteur Ayme à Cavaillon, ont valeur de symbole. C'est la face la plus visible d'un projet de rénovation urbaine de plus de 100 M€, portant sur 3 quartiers de la ville et 800 logements. Souhaité par son maire, Gérard Daudet, ce projet d'envergure mobilise le bailleur social Grand Delta Habitat et tous les services de l'État (dont ANRU). « Redonner une vie normale aux habitants des quartiers » c'est pour le maire de la ville une priorité et un enjeu.**

Haut lieu des trafics de stupéfiants de toutes natures, le quartier du Docteur Ayme, était devenu

Écrit par le 2 juillet 2026

difficilement vivable pour ses résidents et aussi les habitants de la ville. Le narcotrafic est l'origine de nombreux actes criminels dont l'incendie du commissariat de la ville en octobre dernier. Outre les renforts de police octroyés par le ministère de l'intérieur en mai dernier, la rénovation des quartiers concernés devenait une nécessité. Initié par le maire de la ville dès 2010, ce programme a bénéficié du soutien de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. D'un montant de 117 M€ il porte sur la construction et la rénovation de 800 logements et le réaménagement de trois quartiers : Dr Ayme, Condamines et Saint Martin. C'est pour une ville de 27 000 habitants un programme exceptionnel par son ampleur se plaît à rappeler le maire.

### **Des tours utilisées pour le narcotrafic**

Hautes de 14 étages, les deux tours du quartier du docteur Ayme, étaient peu à peu délaissées par leurs habitants, les des pannes d'ascenseur à répétition (volontaires) et des troubles causés par les trafics. Ces deux bâtiments étaient squattées pour partie par les dealers qui les utilisaient également comme des tours de guet pour prévenir de l'intervention des forces de police. Leurs déconstructions qui vient de démarrer devraient s'achever au premier trimestre 2026. Les habitants des 112 logements ont été relogé dans d'autres résidences de Grand Delta Habitat ou chez d'autres bailleurs sociaux, situées à Cavaillon ou dans des communes de proximité. A leur place seront construits des équipements sociaux et des espaces verts.

[Grand Delta Habitat souhaite « s'intégrer dans la vie cavaillonnaise »](#)

---

## **Grand Delta Habitat souhaite « s'intégrer dans la vie cavaillonnaise »**

Ecrit par le 2 juillet 2026



**Ce mercredi 26 mars, la coopérative de logements sociaux [Grand Delta Habitat](#) a inauguré sa nouvelle agence située sur le Cours Gambetta à Cavillon. Cette inauguration a suivi une visite de chantier des deux tours du quartier Docteur Ayme, qui sont en cours de démolition.**

Depuis plusieurs années, la [Ville de Cavillon](#) œuvre à améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers Docteur Ayme, Condamines I et III ainsi que Saint-Martin. Plusieurs actions ont d'ores et déjà été menées, dont la réhabilitation de 341 logements et la démolition de 49 logements, marquant le début de cette transformation. Aujourd'hui la métamorphose se poursuit avec la démolition de 112 logements répartis dans les deux tours situés au cœur du quartier Docteur Ayme, la Tour N et la Tour D. « Les tours devraient être complètement déconstruites au cours du premier semestre de 2026 », explique [Gérard Daudet](#), maire de Cavillon.

Un chantier colossal au milieu des habitations qui demande expertise et minutie de la part des différents

Ecrit par le 2 juillet 2026

acteurs qui travaillent sur le projet, le tout orchestré par Grand Delta Habitat qui est le maître d'ouvrage. Pour le moment, c'est la Tour N qui voit ses étages disparaître petit à petit, s'ensuivra la Tour D. Les deux tours comptent chacune 56 logements répartis sur 14 étages. Des travaux d'envergure dont le coût prévisionnel s'élève à 7,5M€. En parallèle du chantier, la coopérative de logements sociaux assure aussi un accompagnement personnalisé pour le relogement des habitants des tours, et ce, dans des « logements dignes », insiste Gérard Daudet.

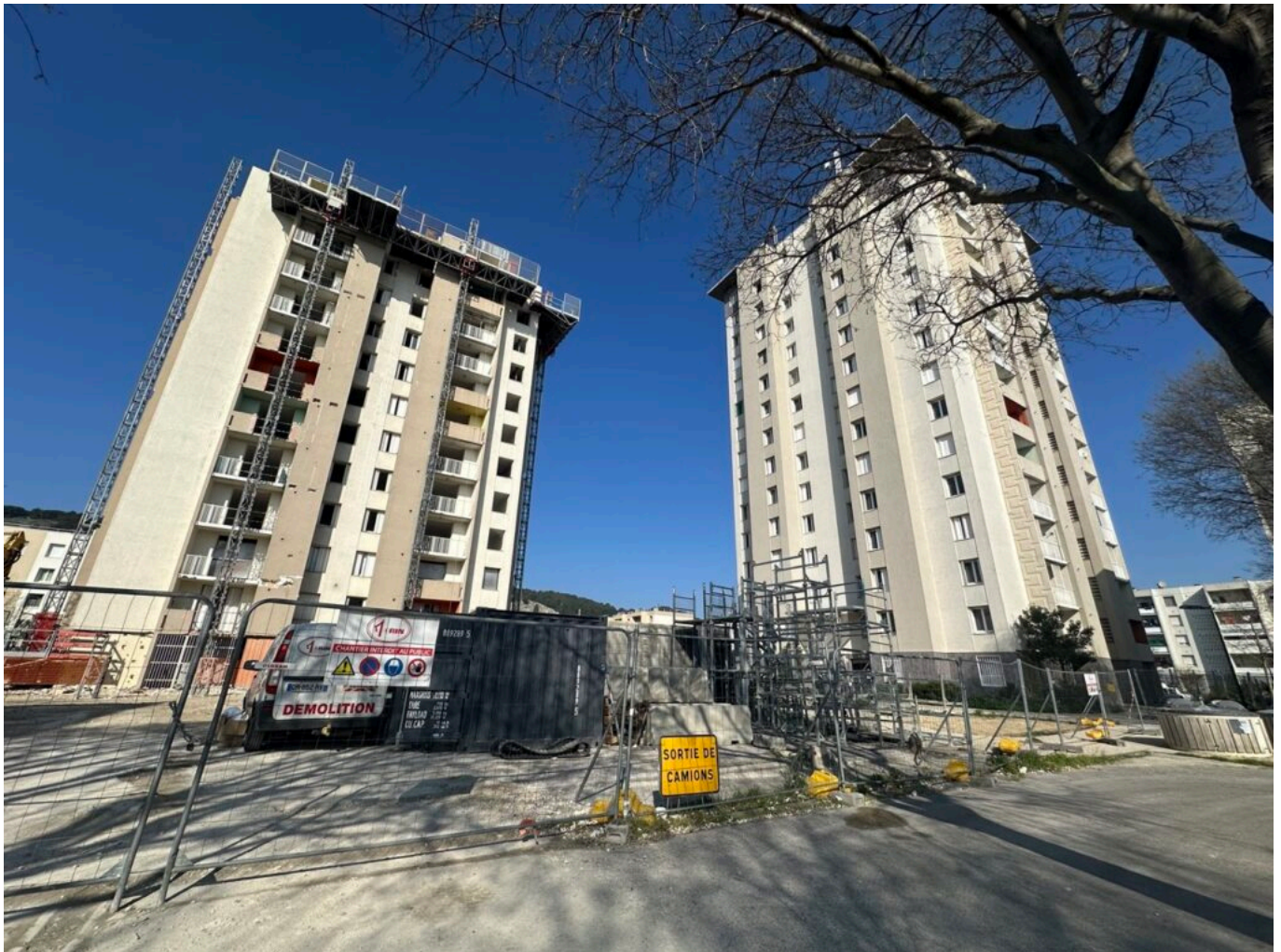


Ecrit par le 2 juillet 2026



La Tour N vue depuis le 12e étage de la Tour D.

Ecrit par le 2 juillet 2026



©Vanessa Arnal / L'Echo du Mardi

## Cavaillon, un renouvellement urbain

Si la démolition des deux tours de Docteur Ayme va clarifier de façon significative le paysage cavaillonnais, c'est en réalité toute une opération de renouvellement urbain qu'a engagé la Ville de Cavaillon, accompagnée de Grand Delta Habitat, avec la modernisation des quartiers Docteur Ayme, Condamines I et III, et Saint-Martin. L'objectif est de favoriser l'ouverture de ces derniers et leur intégration dans la ville, tout en garantissant une amélioration pérenne du cadre de vie de leurs habitants.

« L'extension verticale des villes n'est plus une bonne idée de nos jours. »

Écrit par le 2 juillet 2026

*Sébastien Maggi, sous-préfet de Vaucluse*

Grand Delta Habitat a donc procédé à la démolition de 276 logements locatifs sociaux, dont des bâtiments situés sur Dr Ayme et Saint-Martin, la reconstitution de 276 logements répartis entre Cavaillon (70%) et les communes voisines de Cheval-Blanc, Robion et Lauris, ainsi que la réhabilitation et la résidentialisation de 770 logements, avec une mise aux normes énergétiques BBC 2009 permettant une réduction significative des charges énergétiques des locataires. « 70% des travaux ont été réalisés par des entreprises vauclusiennes, ajoute Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, on est attachés à faire vivre le territoire. » Le projet total représente un investissement d'environ 30M€. « On se rend compte que l'extension verticale des villes n'est pas forcément une bonne idée comme on le pensait il y a quelques décennies, que ce soit pour le cadre de vie des habitants, l'intervention des forces de l'ordre, mais aussi celle des secours », affirme [Sébastien Maggi](#), sous-préfet de Vaucluse.

### **Une nouvelle agence pour Grand Delta Habitat**

Avec toutes les actions entreprises sur le territoire de Cavaillon, il faisait sens pour Grand Delta Habitat d'y implanter sa nouvelle agence, qui a été inaugurée ce mercredi 26 mars. Idéalement située sur le Cours Gambetta, l'agence promet un service de proximité, un bel accueil pour les locataires, les partenaires, mais aussi les salariés, et garantit l'image de marque de la coopérative. « Nous sommes attachés à donner une image du logement social qui n'est pas celle qui est véhiculée dans les mémoires », insiste Michel Gontard.

« On a pour objectif que cette nouvelle agence s'intègre parfaitement dans la vie cavaillonnaise. »

*Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat*

L'agence, qui compte 25 salariés, dispose de bureaux en open space modulable pouvant accueillir jusqu'à 4 collaborateurs, de box individuels conçus pour des échanges nécessitant plus de confidentialité, d'espaces de commodité adaptés aux besoins des équipes, d'une grande salle de réunion pouvant recevoir jusqu'à 20 personnes et d'un espace cuisine convivial. Cette nouvelle agence représente un investissement de 1,8M€ pour Grand Delta Habitat qui est aujourd'hui doté de 15 agences de proximité.

Ecrit par le 2 juillet 2026



©Vanessa Arnal / L'Echo du Mardi

## **Airbnb, 'Pas de tolérance sur les boîtes à clef apposées dans l'espace public', mais la plateforme défend son business**

Ecrit par le 2 juillet 2026



**L'Echo du Mardi a été contacté par Airbnb en réponse à l'article paru [ici](#). Voici le message de la plateforme de meublés de location de courte durée : «Airbnb n'a aucune tolérance s'agissant des boîtes à clés apposées dans l'espace public, et soutient l'action des pouvoirs publics dans leur lutte contre cette pratique illégale, en informant régulièrement la communauté d'hôtes de cette interdiction.» La plateforme dit «soutenir la mise en place de règles proportionnées et souhaiter travailler avec la ville d'Avignon à la mise en place de mesures efficaces et ciblées permettant un juste équilibre entre logement et tourisme abordable dans les territoires où des mesures s'avèrent nécessaires.»**

« Limiter la capacité des familles à louer leur résidence principale un bien dans lequel elles vivent et qu'elles louent occasionnellement pour payer leurs charges, n'aura aucun impact sur l'offre de logement disponible, renchérit le coût des séjours et pénalisera in fine les commerces locaux. D'autres outils à la main des maires existent, à l'instar des quotas, permettant de cibler les investisseurs et de trouver un juste équilibre entre logement et tourisme abordable dans les quartiers où des mesures s'avèrent nécessaires.»

### **Les réglementations**

« Airbnb accueille favorablement les réglementations locales proportionnées, et soutient déjà plusieurs centaines de villes françaises, dont Avignon, à faire appliquer les règles telles que : L'obligation pour les

Ecrit par le 2 juillet 2026

hôtes d'afficher un numéro d'enregistrement sur leur annonce ; La plateforme fournit à Avignon un accès au portail des villes, lui permettant de supprimer les annonces qui ne respecteraient l'obligation d'enregistrement.»

### [Airbnb vient de lancer le Portail d'Accès National aux Données Airbnb pour les villes françaises.](#)

«Ce portail donne accès à un ensemble de données et tendances observées par la plateforme, afin de mieux appréhender les flux touristiques comme l'activité des hôtes, d'évaluer les bénéfices de la location meublées touristique localement, et de visualiser la part de meublés de tourisme dédiés à la courte durée au sein de chaque quartier.»

### [Umih 84, Vent debout contre les locations saisonnières de courte durée depuis 2015](#)

#### **Un outil de précision**

«Ce nouvel outil d'information permettra aux villes de définir des réglementations locales et proportionnées, ciblant les meublés de tourisme dédiés, à l'échelle de chaque quartier. L'accès au portail et ses données est limité aux élus locaux et au personnel autorisé des collectivités locales.»

#### **Sensibilisation de la communauté aux règles**

«S'agissant des boîtes à clefs, le spécialiste de la location met à disposition des hôtes et voyageurs un hub réglementaire rappelant les règles [ici](#). Afin d'encourager l'accueil en personne - plébiscité par de nombreux voyageurs, Airbnb a également lancé, l'année dernière le réseau de co-hôtes, pour s'occuper de l'hébergement.»

#### **Un règlement drastique contre-productif ?**

«Les règles drastiques ne permettent pas de résoudre les problèmes de logement. Selon [Oxford Economics](#), l'interdiction de facto des locations de résidences secondaires en courte durée, n'a pas réussi à freiner la hausse moyenne des loyers et des prix de l'immobilier. Depuis 2017, les loyers ont augmenté de 21 %, tandis que le prix de l'immobilier a augmenté de 15 %. L'introduction de ces mesures coïncide avec une augmentation des coûts des hébergements touristiques, le prix moyen d'une nuit d'hôtel à Paris ayant augmenté de 77 % en six ans.»

#### **Quelques données sur Avignon**

«A Avignon, la plupart des hôtes sur Airbnb louent leur propre bien - résidence principale, secondaire. Les hôtes de la plateforme, en Vaucluse, ont gagné, en moyenne, 3 400€, en proposant leur hébergement sur la plateforme en 2023. Selon une étude [Deloitte](#), en 2023, les locations de courte durée ont généré plus de 377M€ de retombées économiques en Vaucluse et 2,8 millions de nuitées ont été effectuées par des voyageurs sur les plateformes. Ces voyageurs séjournant dans des locations de courte durée auraient soutenu plus de 5 500 emplois locaux.»

## [REPORTÉ] CoVe : une balade pour mieux comprendre l'isolation des logements



**La balade thermique est reportée au mardi 17 décembre en raison des conditions météorologiques.**

La communauté d'agglomération [Ventoux Comtat Venaissin](#) (CoVe) organise une balade thermique ce vendredi 13 décembre à Vacqueyras, au départ de la mairie, afin d'analyser l'isolation des logements.

Ce rendez-vous, gratuit et ouvert à tous, permettra d'observer les causes de pertes de chaleur et de visualiser les zones à traiter en priorité lorsqu'on s'engage un projet de rénovation énergétique. Ce sera aussi l'occasion d'échanger avec un conseiller France Rénov et de recueillir des conseils pour améliorer

Ecrit par le 2 juillet 2026

le confort thermique de son logement.

**Vendredi 13 décembre. 20h. Gratuit. Vacqueyras.**

## Velleron : Il était une fois un village en résistance contre l'urbanisation



A Velleron, **la mobilisation ne faiblit pas contre le projet de lotissement de la Grande Bastide et ses 200 logements.** Ce dimanche encore, habitants, élus, associations et personnalités sont venus dire 'non' à cet aménagement qui pourrait avoir de grave conséquence sur les finances de la commune ainsi que pour sa qualité de vie.

« Il était une fois dans un charmant petit village du sud de la France : Velleron. Un Plan local

Ecrit par le 2 juillet 2026

d'urbanisme, un PLU, qui, en 2017, permit de passer une zone naturelle préservée de 7 hectares en zone à urbaniser et plus, plus, plus. » C'est ainsi que Philippe Armengol, maire de Velleron, a débuté son discours à l'occasion de la deuxième mobilisation contre le projet de la Grande Bastide, un lotissement de 200 logements, qui s'est déroulé ce dimanche à Velleron.

Un projet actuellement bloqué depuis avril 2022 par décision de la préfecture de Vaucluse mais qui fait l'objet d'une l'audience au tribunal de Nîmes, ce 18 décembre, où les aménageurs attaquent cette décision.

### Une fable qui ne fait pas rêver

« Par l'odeur allécher, a poursuivi l' élu, deux aménageurs venus d'Occitanie, se dirent mais quelle aubaine ! Et si nous y faisons un lotissement de 200 logements, de 26 000 m<sup>2</sup> de planchers, de 500 à 600 habitants. Quelle belle opération financière ! »

Une fable qui ne fait cependant pas rêver la municipalité actuelle qui a profité de ce rassemblement pour rappeler conséquences économiques et environnementales de ce projet.

« Nous avons estimé à 7M€ les coûts pour la commune, sans compter, bien entendu, les coûts indirects », explique Philippe Armengol. Le Grand Avignon serait ainsi obligé de redimensionner la station d'épuration par exemple. Seule solution ? Augmenter les impôts locaux de 40% : « mais on ne le fera pas » annonce déjà le maire de ce village d'un peu plus de 3 000 habitants qui précise qu'une commune comme la sienne peut 'encaisser' une croissance démographique de l'ordre de 1,3% par an. « Là on parle d'un projet qui fera augmenter la population de 20% en 1 ou 2 ans maximum. »



**Comme lors de la première mobilisation fin 2021, les habitants de Velleron ont dessiné un immense 'non' contre le projet de lotissement de la Grande Bastide. Crédit : Michel Bost**

Ecrit par le 2 juillet 2026

### Une zone naturelle préservée à... urbaniser

« C'était une Zone naturelle préservée jusqu'en 2017 qui est passé ensuite en zone à urbaniser, plus, plus, plus..., poursuit Philippe Armengol. Avec une faune, une flore très riche qu'on anéantit. Il ne faut pas se leurrer car si on bétonne 26 000 m2 de planchers là-bas et bien on anéantit tout ce qu'il y a. Il y avait une zone humide de 2 700 m2, sur 1,5 mètre de profondeur. Une zone humide qui existait et qui a été rebouchée juste avant l'étude d'impact environnemental que les aménageurs devaient faire en 2018. »

### Prise de responsabilité de l'Etat et soutien des élus locaux

Par les temps qui courent, le fait est suffisamment rare pour être souligné : le maire de Velleron a appelé les manifestants à applaudir les services de l'Etat. « Je veux remercier personnellement le préfet Bertrand Gaume qui a pris un Arrêté interruptif de travaux (AIT) de travaux en avril 2022 ». Une décision qui depuis a été maintenue par les services de la préfecture en Vaucluse.

Philippe Armengol a aussi salué l'appui de [France Nature Environnement](#) ou bien encore l'action du collectif [les colibris noirs](#) ainsi que les personnalités qui soutiennent la démarche (Dave, l'actrice Cécile Bois, l'acteur et doubleur Jean-Pierre Michael, Grand Corps Malade...).



**Philippe Armengol, le maire de Velleron ici au micro, a reçu le soutien de très nombreux élus locaux. Crédit : Michel Bost**

« Cette démesure parle aux élus. »

*Philippe Armengol, maire de Velleron*

Ecrit par le 2 juillet 2026

Soulignant le nombre d'écharpes tricolores réunies lors de cette journée, Philippe Armengol détaille : « Pourquoi nos collègues élus d'autres territoires sont là ? C'est parce que cette démesure, elle leur parle. Ils se disent, 'Quoi ? 20% d'augmentation de population, faillite économique, faillite écologique, faillite sociale. Non ! Je n'en veux pas moi non plus car cela me fait peur'. Donc, on vient nous aider dans ce combat. On vient aider ce village en raison de tous ces enjeux. »

« Mais nous, on sera solidaires avec vous quand cela s'avérera nécessaire, annonce déjà le maire. Car ce que l'on défend sur Velleron, nous le défendons ailleurs aussi. Et la fin de cette histoire, je vous le dis ici, c'est nous ensemble qui l'écrivons. » Prochain chapitre : la décision du tribunal administratif de Nîmes qui devrait être annoncée dans les 15 suivants l'audience prévue ce mercredi 18 décembre.

[Velleron : le village se mobilise pour sa survie](#)

---

## Velleron : le village se mobilise pour sa survie



Ecrit par le 2 juillet 2026

**Ce dimanche 8 décembre à 10h devant la mairie, le village de Velleron appelle à la mobilisation contre un projet de lotissement de 200 logements. Pour la commune, si ce dossier devait aboutir il entrainerait des conséquences catastrophiques pour les finances de la municipalité ainsi que sur la qualité de vie de ce village de 3 100 habitants.**

Mercredi 18 décembre prochain, le tribunal administratif de Nîmes est appelé à se prononcer sur le projet de lotissement de la Grande Bastide à Velleron. Un programme de 200 logements sur 7 hectares dont le chantier a débuté à l'automne 2021 avec les travaux de terrassement, les bassins de rétention, les voies d'accès... De quoi entraîner dans les semaines qui ont suivi plusieurs actions de mobilisation ayant regroupés 500, 600 et même jusqu'à 800 personnes pour ce village de 3 100 habitants.

Conséquence : en avril 2022, Bertrand Gaume, le préfet de Vaucluse d'alors, a pris un Arrêté interruptif de travaux (AIT) demandant aux promoteurs héraultais Hectare et Angelotti réunis sous la bannière 'Domaine de l'Opéra' d'abandonner leur projet en remettant en état le terrain, de déposer une demande de dérogation aux interdictions du code de l'environnement qu'ils enfreindraient avec leur chantier ou bien de proposer des mesures supplémentaires d'atténuation des risques environnementaux.



**Plusieurs manifestation ont eu lieu contre le projet d'urbanisation de ce programme de logement prévu sur 7 ha. Crédit : Michel Bost**

« Il y a un vrai enjeu environnemental, dénonce Philippe Armengol, maire de Velleron. Avec une perte de biodiversité de cette Zone naturelle à préserver jusqu'en 2018 avant que la précédente municipalité ne le

Ecrit par le 2 juillet 2026

transforme en Zone à urbaniser dans le cadre de son PLU (Plan local d'urbanisme). C'est tout l'objet de l'audience au tribunal de Nîmes ce 18 décembre où les aménageurs attaquent l'AIT du préfet. »

« Toute la population est déterminée à aller jusqu'au bout. »

*Philippe Armengol, maire de Velleron*

« Toute la population est déterminée à aller jusqu'au bout, poursuit l' élu également [vice-président du Grand Avignon délégué à la transition écologique – eau, air et biodiversité](#). On est au-delà des clivages politiques. Bien sûr la population est mobilisée mais nous avons aussi le soutien des parlementaires, des maires, des conseillers régionaux, du département, du Grand Avignon, du parc du Ventoux, de l'AMV (Association des maires de Vaucluse), de l'association des maires ruraux... Tous ces élus sont solidaires car ils connaissent les conséquences pour une commune d'une telle urbanisation. Nous sommes aussi très heureux que la préfecture de Vaucluse soit en première ligne sur ce dossier. »



**En 2021, de nombreux élus vauclusiens étaient déjà venus rejoindre Philippe Armengol, maire de Velleron (au micro) afin de soutenir la mobilisation contre le projet de lotissement de la Grande Bastide. Crédit : Michel Bost**

Une mobilisation soutenue par un collectif particulièrement actif ([les colibris noirs](#)) ainsi que la présence de 'people' comme Renaud, Dave, l'actrice Cécile Bois, l'acteur et doubleur Jean-Pierre Michael (les voix françaises de Brad Pitt, Keanu Reeves, Ethan Hawke) ou bien encore Grand Corps Malade qui a une maison dans la commune. Côté médias, ce combat a su aussi attirer l'attention de Mediapart, du canard enchaîné, de grands journaux nationaux ainsi que de nombreuses chaînes de télévision ou de station de

Ecrit par le 2 juillet 2026

radio.

« Selon la décision du tribunal, nous ferons appel, annonce le maire de Velleron. Parce qu'en termes de biodiversité, il y a un vrai impact. Nous sommes donc déjà prêts à continuer dans cette démarche. »

### **Quel impact sur le budget de la commune ?**

Le maire actuel estime ainsi que l'impact économique de ce projet entrainerait 7M€ de dépenses supplémentaires pour la commune.

« Ces chiffres ne sont pas annoncés à la volée, précise Philippe Armengol. Nous avons pris en compte les coûts directs et indirects liés à l'aménagement de ce lotissement : la voirie, le rond-point d'accès sur la Départementale, l'adduction à l'eau potable, le recalibrage de la station épuration, l'agrandissement de l'école... 7 M€, c'est le double de notre budget actuel qui s'élève à près de 3,5M€. »

« Si nous voulions équilibrer nos comptes, il nous faudrait augmenter les impôts de 40% ! »

« Notre évaluation n'intègre pas les dépenses des autres collectivités (Grand Avignon, Département de Vaucluse, Région Sud...) qui devront participer, d'une manière ou d'une autre, elles aussi aux financements de tous ces travaux » alerte le maire. « Et les financements qui seront mis ici, ne pourront pas aller ailleurs. Si on prend l'exemple du Grand Avignon, cela se fera au détriment d'autres raccordements à l'assainissement. En gros, si nous voulions équilibrer nos comptes, il nous faudrait augmenter les impôts de 40% ! »



**Lors d'un des précédents rassemblements, les habitants avaient écrits un gigantesque 'Non' sur le terrain de football de la commune. Crédit : Michel Bost**

Ecrit par le 2 juillet 2026

## Vers une double peine ?

Autre conséquence, avec l'arrivée de près de 600 habitants supplémentaires, la commune de Velleron franchirait largement le cap des 3 500 résidents. Un nombre qui n'est pas que symbolique : c'est aussi la limite à partir de laquelle une commune est soumise à la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) imposant un quota minimum de 25% de logements sociaux. Et avec 6% actuellement, Velleron en est très loin.

« Notre problème c'est que nous sommes dans l'impossibilité de répondre à ces obligations de l'Etat, constate le maire. Bien que nous soyons plutôt favorables aux logements sociaux cela voudrait dire qu'il faudrait bâtir 400 logements sociaux d'un seul coup... »

Ainsi, la création des 200 logements de la Grande Bastide 'obligerait' la commune à en faire construire 400 de plus à vocation social. Le tout avec les nouvelles dépenses en matière de services et d'aménagement liées à l'afflux de cette nouvelle population.

« Avec le Zan (Zéro Artificialisation nette), nous serons dans l'impossibilité totale de créer des logements car à Velleron, en raison de nos zones naturelles ou du PPRI (Plan de prévention des risques naturels d'inondation) nous ne disposerons pas du foncier nécessaire pour pouvoir répondre aux nouvelles obligations qui vont être générées par la réalisation ce lotissement. Nous devons donc payer des pénalités ad vitam æternam puisque nous n'atteindrons jamais les objectifs de la SRU. C'est le serpent qui se mord la queue. »



**Le projet de lotissement de la Grande Bastide prévoit la création de 200 logements et l'arrivée de 500 à 700 habitants. Crédit : DR**

Ecrit par le 2 juillet 2026

« Nous ne sommes pas contre la création de nouveaux logements. »

« Nous ne sommes pas contre la création de nouveaux logements, insiste Philippe Armengol. Nous avons d'ailleurs fait des propositions sur un autre site où il était possible d'en réaliser entre 40 et 50. Il a aussi la possibilité d'urbaniser les dents creuses afin de permettre au village de grandir de façon cohérente avec des projets beaucoup plus facile à accompagner en termes d'aménagements tout en limitant les impacts financiers. »

En effet, alors qu'en moyenne l'augmentation pour absorber sans difficultés des populations supplémentaires est de l'ordre de 1,4% en moyenne par an pour une commune, cet éventuel bouleversement démographique de 20% constituerait dans le même temps un choc budgétaire.

« Cela sert à quoi d'être élu s'il n'y a plus aucun moyen financier et si nous ne sommes là que pour gérer une défaillance », prévient le maire de Velleron qui attendra avec impatience la décision du tribunal administratif qui devrait être rendue dans les 15 suivants l'audience du 18 décembre.

*Mobilisation contre le projet de la Grande Bastide. Dimanche 8 décembre. 10h. Devant la mairie de Velleron.*

Ecrit par le 2 juillet 2026

Collectif de défense de la Grande Bastide  
& la Mairie de Velleron



**MOBILISATION  
CITOYENNE**

**DIMANCHE 8 DÉCEMBRE 10H**

**Audience au tribunal administratif le 18/12**

**ON NE LÂCHE RIEN !**

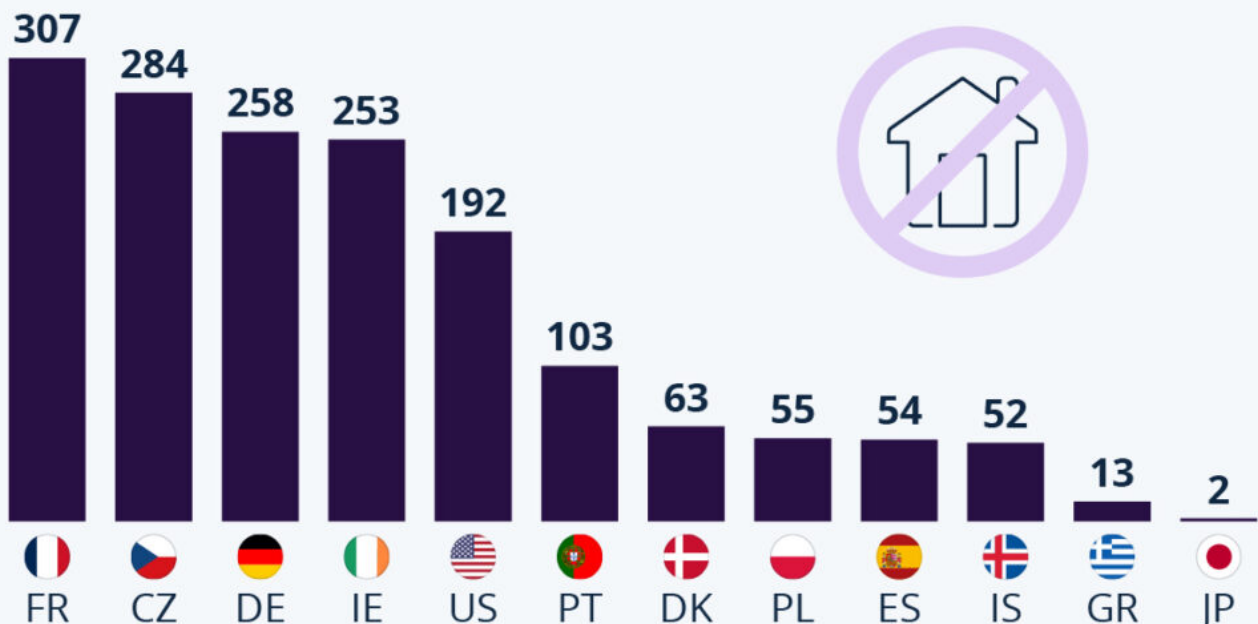
L'appel à mobilisation du collectif de défense et de la commune de Velleron. Crédit : DR

**La France particulièrement touchée par le  
sans-abrisme**

Ecrit par le 2 juillet 2026

# La France particulièrement touchée par le sans-abrisme

Population déclarée comme sans-abri, séjournant en logement temporaire ou en refuge pour 100 000 personnes



Données de 2023 ou dernière année disponible. Décompte ponctuel (PIT). Pour la France, l'Allemagne et les États-Unis : inclus les personnes vivant dans des logements non conventionnels (par exemple des tentes). Pour la France : n'inclus pas les demandeurs d'asile.

Source : OCDE



statista

Le sans-abrisme décrit une multitude de situations : il englobe les personnes à la rue, mais également celles hébergées en refuges, de façon temporaire ou durable, ou encore celles vivant dans des tentes ou des campements, comme ceux qui existent dans les bois aux alentours de Paris. En janvier dernier, lors de la 7e édition de la Nuit de la Solidarité, 3 492 personnes en situation de sans-abrisme avaient été recensées dans la capitale, soit une augmentation de 16 % (ou 477 personnes) par rapport à l'année

Ecrit par le 2 juillet 2026

précédente.

Comme le montre notre infographie, basée sur des [données](#) de l'OCDE, le sans-abrisme affecte certains pays bien plus fortement que d'autres. La France fait ainsi figure de mauvaise élève : l'OCDE y a recensé 307 personnes en situation de sans-abrisme pour 100 000 habitants. C'est plus que dans tous les autres pays étudiés par l'OCDE, à l'exception de l'Angleterre, où l'OCDE recensait 426 ménages en situation d'exclusion liée au logement pour 100 000 ménages. Le sans-abrisme touche environ trois fois plus de personnes en France qu'au Portugal, et six fois plus qu'en Espagne. C'est au Japon que la part des personnes sans-abri pour 100 000 personnes est la plus faible des pays étudiés : 2 seulement. Il est important de noter que ces données sont collectées par décompte ponctuel, effectué en une journée/nuit ; elles présentent ainsi un « instantané » de la situation à un moment précis pour chaque pays, plutôt qu'un nombre définitif de personnes affectées par le sans-abrisme.

### **Les SDF, une population qui a plus que doublé en dix ans**

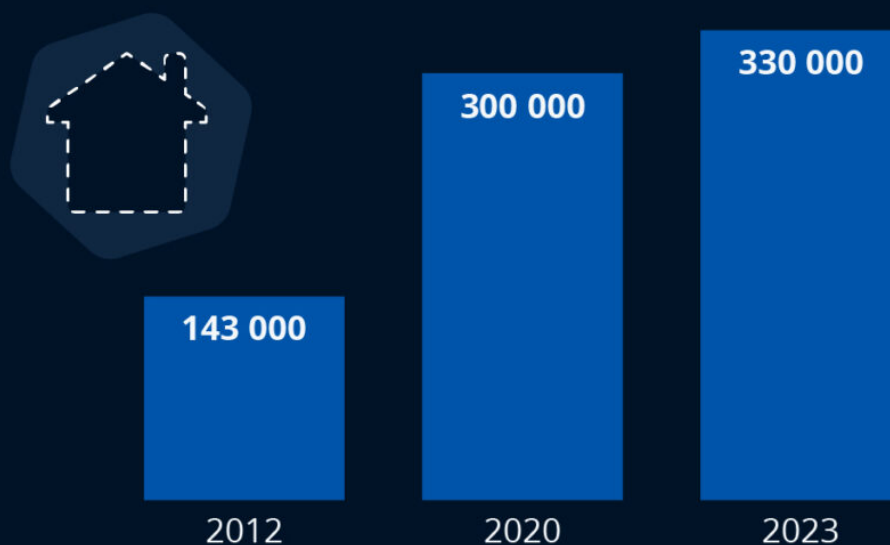
Le [nombre de personnes sans-domicile fixe](#) (SDF) en France est passé du simple au double en l'espace de dix ans, selon les plus récentes estimations publiées cette année par la [Fondation Abbé Pierre](#), qui souligne que « les phénomènes de grande exclusion se sont amplifiés ». Parmi les facteurs à l'origine de cette crise, on peut citer la baisse du [pouvoir d'achat](#) ces dernières années, combinée à la hausse des prix de l'immobilier, qui rend le [logement de plus en plus inaccessible](#).

Entre 2012 et 2023, le nombre de SDF en France a ainsi augmenté d'environ 130 %. La dernière enquête « sans-domicile » de l'Insee en 2012 estimait à 143 000 le nombre de personnes privées de domicile. Aujourd'hui, on peut estimer que ce chiffre s'élève au moins à 330 000. Ce dernier inclut les personnes sans abri, en habitation de fortune, en hébergement collectif, à l'hôtel, en centre d'accueil de demandeurs d'asile ou hébergés dans un logement associatif.

Ecrit par le 2 juillet 2026

# Les SDF, une population qui a plus que doublé en dix ans

Estimation du nombre de personnes sans-domicile en France aux années indiquées



Les sans-domicile, au sens de l'Insee, peuvent être sans abri, en habitation de fortune, en hébergement collectif, à l'hôtel, en centre d'accueil de demandeurs d'asile ou hébergés dans un logement associatif.

Source : Fondation Abbé Pierre



statista

De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour Statista

## Encadrement des loyers non respecté : les

Ecrit par le 2 juillet 2026

## conseils pour les locataires



Selon le baromètre de l'observatoire de l'encadrement des loyers publié en octobre 2023 par la Fondation Abbé Pierre, 30% des annonces analysées en 2023 en France dépassaient le plafond de loyer. Les disparités sont importantes selon les villes, avec 37% d'annonces au-dessus du plafond à Lille, 34% à Lyon-Villeurbanne, et 28% à Paris. Bien que les chiffres soient en baisse, il est essentiel pour les locataires de rester vigilants face aux montants de loyer annoncés par les bailleurs.

### Fonctionnement de l'encadrement des loyers

Le dispositif d'encadrement des loyers, instauré par les lois Alur et Elan, vise à éviter les abus en fixant une fourchette de prix pour les loyers dans les zones tendues. Dans ces zones, le loyer doit être compris dans une fourchette de prix établie par arrêté préfectoral à partir d'un loyer médian de référence. Certaines zones sont également soumises à un décret d'encadrement des loyers à la relocation, empêchant l'augmentation du loyer entre deux locataires, sauf exceptions.

Voici les conseils de [Garantme](#), plateforme créée en 2017 dédiée aux professionnels de l'immobilier afin de sécuriser les processus de gestion locative, pour faire respecter l'encadrement des loyers.

### Vérifier si le loyer est trop élevé

Ecrit par le 2 juillet 2026

Le propriétaire doit respecter l'encadrement des loyers dans les zones concernées.

1. Vérifier si le logement est en zone tendue : si le logement est situé en zone tendue, l'encadrement des loyers doit s'appliquer.
2. Se renseigner sur le plafond du loyer : consulter en mairie le loyer de référence pour un logement aux critères similaires.
3. Le cas du complément de loyer : les propriétaires peuvent demander un complément pour des caractéristiques exceptionnelles du logement. En cas d'abus, ce complément peut être contesté.

### **Quels recours pour le locataire en cas de non-respect ?**

Le locataire peut faire baisser son loyer en contactant la mairie ou la préfecture.

1. Demander une diminution de loyer : contacter d'abord le bailleur pour signaler le dépassement et demander une réduction du loyer.
2. Saisir la mairie ou la préfecture : si le bailleur ne réagit pas, s'adresser à la mairie ou à la préfecture. Les propriétaires peuvent être sanctionnés d'une amende allant jusqu'à 5 000€ (15 000€ pour les personnes morales).
3. Contester un complément de loyer abusif : saisir la commission départementale de conciliation (CDC) dans les 3 mois suivant la signature du bail. Si le CDC n'intervient pas favorablement, il faut, dans les 3 mois suivants, saisir le juge des contentieux et de la protection.

L.G.

---

## **PACA : 58% des habitants craignent un cambriolage cet été**

Ecrit par le 2 juillet 2026



**Avec des départs en vacances parfois à l'étranger ou loin des domiciles, l'été reste une période propice aux cambriolages qui ne cessent d'augmenter chaque année. Selon une étude récente menée par la néo-assurance Leocare, 58% des pacâiens craignent un cambriolage lors de la période estivale 2024.**

Si l'été rime en général farniente, il n'en est rien pour les cambrioleurs. Lors des 12 derniers mois, 220.000 cambriolages ont été recensés en France par le ministère de l'intérieur une activité à 9,5% lors des mois de juillet et aout ce qui représente un quart des cambriolages à l'année.

Deuxième région la plus touchée par les cambriolages après l'Ile de France en 2022 avec 7,5 foyers touchés pour 1000, la région PACA est très prisée par les auteurs des cambriolages avec 23% de pacâiens touchés par ce délit. Avec un taux de [9,6% le Vaucluse](#) est aussi particulièrement touché et se trouve en 4e position de ce triste classement national. Une tendance qui inquiète fortement les habitants sudistes puisque selon une étude menée par la néo-assurance multiservices [Leocare](#), en collaboration avec [Poll&Roll](#), 1 pacâien sur 5 a déjà été cambriolé et 58% craignent de vivre cette expérience lors de l'été 2024.

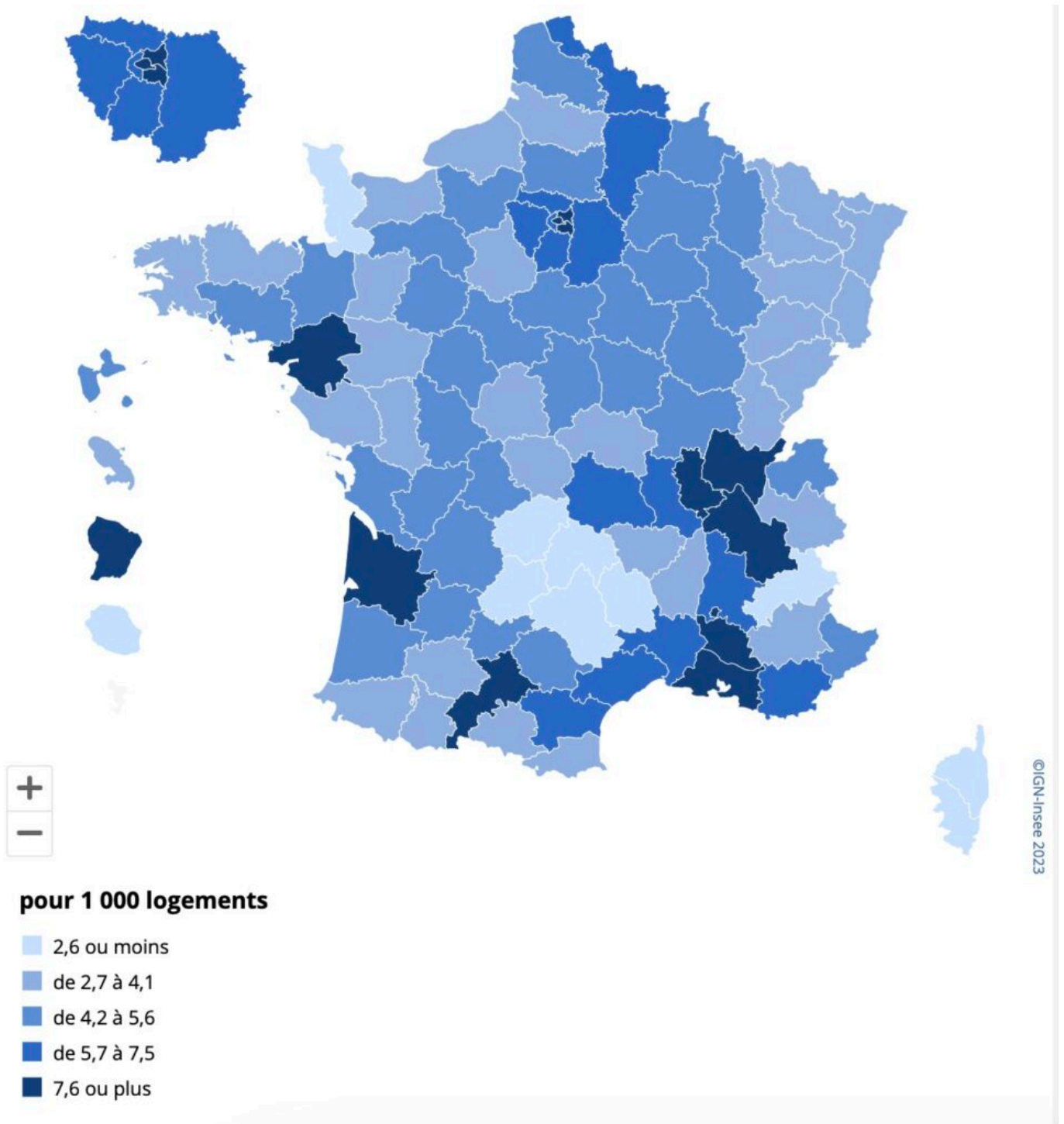
### **Des logements pas toujours sécurisés**

Ecrit par le 2 juillet 2026

Si l'épreuve d'un premier cambriolage incite bien souvent les victimes à mettre en place des mesures et des moyens de sécurité au sein de leurs logements, ce n'est pas toujours une vérité générale. Avec la hausse des prix et l'inflation qui sévit sur le territoire national, les français sont de moins en moins enclin à investir dans les systèmes d'alarmes et autres dispositifs de sécurité qui se révèlent bien souvent coûteux. L'étude menée par Leocare révèle que 67% des victimes de cambriolages dans le sud indiquent que leur logement n'était pas équipé d'un système de sécurité ou de protection avant leur cambriolage.

Néanmoins, la peur de voir leurs maisons ou appartements dévalisés reste une préoccupation principale pour les pacaiens. Une angoisse persistante qui s'explique par plusieurs facteurs socio-économiques et des facteurs qui mêlent expériences personnelles, influence médiatique et perception du risque. Parmi la liste des objets que les habitants de la région PACA craignent de se faire voler, on retrouve en tête les objets connectés et high-tech (49%), les bijoux en seconde position (46%) et enfin les véhicules viennent compléter le podium (44%).

Ecrit par le 2 juillet 2026



Carte du taux de Cambriolages et tentatives de cambriolage enregistrés pour 1 000 logements en 2022, par département de commission, source : INSEE

Ecrit par le 2 juillet 2026

## Assurer son logement pour partir l'esprit serein

Avant de partir en vacances, c'est près d'1 Pacâiens sur 5 (22%) qui envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation car ils ne sont pas assez couverts par leur assurance.

*“À l'approche des vacances d'été, il est essentiel de souligner l'importance de l'assurance habitation. Beaucoup de Français partent en vacances en laissant leur maison sans surveillance, ce qui augmente le risque de cambriolage. Une bonne assurance habitation ne se contente pas de couvrir les pertes matérielles, elle offre également un soutien précieux en cas de sinistre, permettant de partir en vacances l'esprit tranquille. S'équiper d'une telle assurance, c'est protéger ses biens et sa sérénité, car un foyer bien assuré est un foyer serein, même en l'absence de l'individu.”* conclut Christophe Dandois, cofondateur de Leocare.